

Une morne campagne sur le web

ÉLECTIONS • Marginaux lors des élections communales du 20 mars, l'internet et ses réseaux sociaux peinent à s'insérer dans le débat politique avant la double échéance de cet automne.

NICOLAS MARADAN

Fédérales 2011
23 octobre

Proclamés faiseurs de roi depuis la victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle américaine en 2008, le web et ses réseaux sociaux ont jusque ici échoué à s'imposer dans le paysage politique fribourgeois. Lors des élections communales du 20 mars dernier, force a été de constater que l'internet n'a eu aucune incidence sur le verdict final des urnes. Qu'en sera-t-il pour les prochaines échéances électorales, les fédérales du 23 octobre et les cantonales du 13 novembre?

D'un côté, la campagne online pourrait être stimulée par l'enjeu: la lutte est plus vive pour conquérir un siège au Conseil national ou au Conseil des Etats que pour une place à l'exécutif d'une petite commune.

Mais, pour l'heure, on ne peut pas dire que le débat politique se soit enflammé sur la toile. Loin de là. «L'impact de l'internet sur une campagne électorale est minime», concède Kevin Grangier. Le jeune démocrate du centre, conseiller général de la capitale et candidat au Grand Conseil, est pourtant le webmaster officiel de l'UDC Suisse. Une fonction qu'il assume également au sein du comité de la section UDC de la ville de Fribourg.

«Il est impossible de convaincre les électeurs sur facebook», renchérit Nicolas Buntschu. Candidat au Grand Conseil et au Conseil national, le vice-président de la Jeunesse socialiste suisse est quant à lui développeur web de profession. «Beaucoup de candidats occupent ce terrain-là car c'est accessible et pas cher», ajoute Kevin Grangier, attribuant notamment l'échec de l'internet dans les campagnes politiques au fait que le fédéralisme divise le territoire en petites circonscriptions électorales. «Au final, il vaut mieux, pour gagner des voix, passer trois heures au marché le samedi matin qu'avoir sa page facebook», ironise le jeune UDC.

Sur les 99 prétendants fribourgeois au Conseil national, 67 sont néanmoins présents sur facebook. Twitter a moins de succès: seulement 15 candidats y ont créé leur compte (et ils sont encore moins à le mettre à jour régulièrement).

Un seul fan sur facebook

Avec un succès relatif pour certains: si Simon Bischof, candidat au National sur la liste de la Jeunesse socialiste fribourgeoise a 5000 «amis» sur facebook, la page du vert Bruno Marmier, sur le même réseau social, ne compte que 41 «fans». Pire, celle de l'UDC Michel Losey n'en dénombre... qu'un seul.

En règle générale, le débat politique est loin d'avoir réellement lieu sur le web. A part pour quelques événements qui touchent au cœur des internautes fribourgeois, comme la fermeture de l'usine Cardinal ou l'installation d'une antenne sur le



Pour certains candidats, trois bottes de paille et autant de morceaux de scotch valent autant qu'une page facebook. ALAIN WICHT

Molésion (voir ci-dessous). Restent néanmoins quelques initiatives intéressantes. Comme celle du député broyard Eric Collomb, également candidat au Conseil national sur la liste PDC. Celui-ci a mis en ligne des vidéos humoristiques, disponibles sur youtube, dans lesquelles on retrouve l'ancien hockeyeur Gil Montandon et le comédien Michel Sapin, vêtus d'un bredzon. «Ce sont des personnes que je connais bien. Elles se sont donc prêtées à l'exercice gratuitement», précise Eric Collomb, qui dit avoir dépensé 1000 francs pour la réalisation de ces deux vidéos, sur un budget de campagne qui atteint les 25000 francs. «Le but de ma démarche était de faire quelque chose qui sorte de l'ordinaire, quelque chose de jeune et dynamique», explique l'élu.

Avant tout, ces vidéos démontrent que l'internet constitue une plateforme d'expression plus libre. C'est là l'occasion pour les politiciens de se lâcher. Eric Collomb aurait-il osé adopter le même ton pour une campagne d'affiche traditionnelle? «On y a pensé. Mais, dans mon comité de campagne, on s'est dit qu'il était dom-

mage de montrer uniquement Gil Montandon et Michel Sapin alors que ce n'est pas eux qu'il faut élire», précise le démocrate-chrétien.

Autre constat: la publicité sur l'internet vient souvent d'initiatives personnelles, et non de stratégies des partis politiques. Ce que confirme Eric Collomb: «Au PDC, la campagne s'oriente autour de grandes affiches. C'est finalement quelque chose d'assez carré. Tous les candidats ont la même posture», dit-il pour expliquer sa décision de concevoir ses propres vidéos.

«L'impact de l'internet sur une campagne électorale reste minime»

KEVIN GRANGIER

A l'UDC, il n'y a pas non plus de stratégie à l'échelle du parti en matière de web. En août, sur les ondes de la Radio suisse romande, Kevin Grangier avait toutefois expliqué que son parti encourageait ses candidats à commenter des articles d'ac-

tualité sur les sites internet d'information le permettant, comme le site de «20 minutes» ou du «Matin». «Là il y a un impact», estime-t-il, précisant qu'il ne s'agit pas de procéder à du spamming généralisé avec de faux comptes. En revanche, aucune directive concernant les réseaux sociaux. «Il n'y a pas de contrôle des candidats pour voir qui est sur facebook ou non», ajoute le webmaster de l'UDC.

A gauche, l'utilisation de l'internet est un peu différente. «Au Parti socialiste, nous faisons moins de campagnes personnelles.

Et cela se retrouve sur l'internet», indique Nicolas Buntschu. Le Villarois n'est pas présent personnellement sur facebook, mais est actif à travers le profil et le site de la section socialiste de sa commune, ainsi que par le biais du site web de la Jeunesse socialiste fribourgeoise.

Des méthodes différentes, mais au final un seul constat: ce n'est pas en ligne que l'on gagne une élection. «Le canton de Fribourg, ce n'est pas l'Amérique du Nord», conclut Kevin Grangier. I

DES SITES MAL RÉFÉRENCÉS

A côté de facebook, twitter et autres réseaux sociaux, le simple site internet ferait presque figure d'ancêtre. Plate-forme de promotion plus «traditionnelle», il n'est pourtant utilisé que par une quarantaine des 99 candidats au Conseil national. Et par trois candidats au Conseil des Etats sur quatre (l'UDC Jean-François Rime n'est pas présent sur la toile).

Fait intéressant: les sites internet des parlementaires fribourgeois à Berne (dont tous, à l'exception de la démocrate-chrétienne Thérèse Meyer, se représentent) ne font même pas allusion aux élections fédérales qui approchent... En tout cas pas sur leur page d'accueil. C'est à peine si, chez

Christian Levrat, président du Parti socialiste suisse, l'on trouve un discret appel à voter pour le PS le 23 octobre prochain. Sur les sites des candidats désireux de faire leur entrée sous la Coupole, l'appel aux soutiens pour les élections fédérales est en revanche plus présent.

A noter encore que plusieurs sites souffrent d'un mauvais référencement. Essayez ainsi d'accéder à la page d'Albert Lambelet, syndic de Corminboeuf, ou à celle de son collègue de parti Fritz Herren, tous deux candidats à la Chambre basse, sur le moteur de recherche google. Pas évident: leurs pages sont loin d'apparaître dans les premiers résultats. NM

Fronde virtuelle contre l'antenne

Si la politique a du mal à déclencher les passions sur l'internet, certains événements ponctuels peuvent en revanche provoquer une avalanche de réactions sur la toile. Surtout quand ces événements touchent l'orgueil des Fribourgeois. Le dernier en date: l'intention de l'armée suisse d'installer un mât de 40 mètres de haut sur le sommet du Molésion (voir «La Liberté» du 23 septembre 2011). A peine l'information était-elle révélée que la fronde s'organisait sur le web. Créé en quelques heures à peine, le site www.sauvons-le-molesion.ch a attiré les internautes en colère et le groupe facebook du même nom a très vite compté plus d'un millier de membres. Plusieurs groupes similaires ont même vu le jour sur le réseau social.

Les politiciens ont alors saisi la balle au bond, à l'image du socialiste Christian Levrat, toujours très actif sur sa page facebook. «J'ai besoin de votre aide», lançait-il aux internautes. Avec la rapidité que permet le web, le débat s'est installé. Sur sa page personnelle, le

démocrate-chrétien Emmanuel Kilchenmann a publié un message accusant les parlementaires fribourgeois de vouloir se faire bien voir à quelques semaines des élections. «Pathétique branle-bas de combat des politicards fribourgeois à la recherche de voix pour leurs élections dans quelques semaines», écrivait l'ancien président des Jeunes démocrates-chrétiens (JDC) fribourgeois. «Sachez, Monsieur, que lorsqu'il s'agit de défendre notre région, nous sommes capables de nous unir, au delà des partis», lui a immédiatement (et publiquement) répliqué Christian Levrat.

Webmaster de l'UDC suisse, Kevin Grangier analyse: «Ce n'est que quand un sujet touche à l'émotionnel, comme l'antenne du Molésion, que les gens se mobilisent sur l'internet. Sauf que ces événements sont impossibles à prévoir. Lors de l'annonce de la fermeture de l'usine Cardinal (en septembre 2010, ndr), cela avait été la même chose. Emmanuel Kilchenmann et les JDC avaient alors réussi à saisir l'opportunité, notamment en créant un groupe facebook». NM

HFR CANTONAL

Spécialiste du genou engagé

Le conseil d'administration de l'HFR annonce avoir nommé le Dr Daniel Petek comme médecin adjoint de la clinique de chirurgie orthopédique de l'HFR Fribourg - Hôpital cantonal. Agé de 38 ans, ce spécialiste du genou est entré en fonction le 1^{er} octobre.

Le Dr Daniel Petek est au bénéfice d'une «grande expérience clinique». Il s'est formé aux Universités de Lausanne et de Berlin, et il a obtenu son titre de spécialiste en chirurgie orthopédique et traumatologie de l'appareil locomoteur en 2007. Il a travaillé successivement dans les hôpitaux de Sion, de Fribourg (Cantonal), de Genève et de Grenoble. A Fribourg, il entend «poursuivre la promotion du genou» et «renforcer la prise en charge des lésions cartilagineuses». CAG

AIDES FAMILIALES

Elles veulent plus de sous

SAMUEL JORDAN

Les aides familiales du canton de Fribourg revendiquent la revalorisation de leur métier. Elles le font savoir au travers d'un communiqué rédigé par le Syndicat des services publics (SSP). Selon ce dernier, ce n'est pas parce que l'Ecole d'aide familiale de Grangeneuve a fermé ses portes («La Liberté» du 13 juillet), qu'il faut oublier les aides familiales qui y ont été formées: «Suite à la fermeture de l'école, la crainte est grande que, peu à peu, la profession d'aide familiale soit mise de côté, dévalorisée et oubliée», fait savoir le SSP.

Et de poursuivre: «Il nous paraît légitime, au vu du rôle important qu'elles jouent dans la société actuelle, de réévaluer à la hausse leur salaire et de les faire passer dans la classe salariale 10, au lieu des classe 7 à 9 dans lesquelles elles se trouvent aujourd'hui». Pour le SSP, ce changement se justifie pleinement, car la fonction d'aide familiale s'est nettement complexifiée avec les années. I

EN BREF

UN MOTARD BLESSÉ

LA MAGNE Un grave accident entre une moto et un tracteur a eu lieu hier à 16h45 entre La Magne et Sommentier. Le motard, grièvement blessé, a été hélicoptéré au CHUV. La route a été fermée.

PUBLICITÉ

«Innovation et qualité de vie.»



Au CONSEIL NATIONAL

RALPH ALEXANDER SCHMID

Chirurgien Prof. Dr. med.

Liste 6
Conseil National

vert libéraux
lac.vertliberaux.ch